Mansartis

Document d'informations clés

OBJECTIF

Le présent document contient des informations essentielles sur le produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste ce produit et quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés, et de vous aider à le comparer à d'autres produits.

PRODUIT

Nom du produit : Mansartis Ternativ ISR

Code ISIN : FR0013250982 (part C)

Nom de l'initiateur du produit : Mansartis Gestion

Contact : 8, place Vendôme 75001 Paris – +33 1 42 96 10 70 – global@mansartis.com

Site internet : www.mansartis.com

Autorité compétente : Ce fonds est agréé en France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Mansartis Gestion est agréée en France et réglementée par l'AMF.

Dépositaire : CACEIS Bank

Document mis à jour le : 9 février 2024

EN QUOI CONSISTE CE PRODUIT ?

Type : OPCVM

Durée : Le FCP a été créé le 11 mai 2017 et sa durée d'existence prévue est de 99 ans.

Objectif : Le FCP a pour objectif, sur un horizon d'investissement de 5 ans, la recherche d'une performance de long terme, à travers une gestion financière et extra-financière, intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le FCP met en œuvre une gestion actions internationales à thématique environnementale. L'objectif est d'investir dans des entreprises qui ont une empreinte carbone faible ou qui ont pris la décision de réduire drastiquement leur empreinte carbone en alignement avec les accords de Paris.

Le FCP fait l'objet d'une gestion active. La sélection de titres est le reflet des convictions et des anticipations du gérant. Il met en œuvre une stratégie d'investissement selon le processus suivant :

i) Détermination de l'univers d'investissement : La politique d'exclusion intègre des critères financiers (flottant et couverture insuffisants) et des critères extra-financiers (activités incompatibles avec le respect des personnes et de l'environnement). Les émetteurs ayant un niveau de controverse 4 et 5 sur le plan environnemental, social et de gouvernance sont exclus, tout comme les sociétés ayant une note de risque S ou G élevée ou sévère (supérieure à 12, selon l'échelle de notre prestataire Sustainalytics®). L'univers est par ailleurs déterminé par une sélection « best of » : Le FCP a pour objectif durable de créer un impact environnemental positif en investissent dans des entreprises qui ont mis en place des mesures relatives à la lutte contre le changement climatique. Pour répondre à cette objectif, Mansartis ne sélectionne que les valeurs ayant une note de risque E faible ou négligeable (inférieure à 8)

ii) Sélection de valeurs : La sélection se fait en prenant en compte des critères financiers (valeurs affichant une croissance forte et durable, une structure financière saine, des dirigeants qualifiés) et extra-financiers (analyse des risques ESG susceptibles d'avoir un impact sur la valorisation des entreprises).

iii) Construction du portefeuille en matière de durabilité : Le fonds sera investi uniquement dans des entreprises ayant défini un objectif interne de réduction de leur empreinte carbone et/ou d'atteinte de la neutralité carbone. Au moins 75% de ces entreprises devront avoir validé ou s'être engagées à valider ces objectifs auprès du SBTi. De plus, le FCP a pour objectif de répondre aux grands enjeux climatiques de développement durable définis par l'ONU (ODD – Objectifs de Développement Durable). Pour cela au moins 90% du portefeuille contribuera à l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) qui est la thématique principale du fonds.

Indice de référence : Le FCP n'a pas d'indice de référence. Aucun indice ne reflète la gestion du fonds. Toutefois, à titre indicatif, le FCP pourra être comparé, a posteriori, à l'indice suivant : MSCI World (AC) (en euro et dividendes réinvestis)
La performance du FCP peut s'éloigner de la performance de l'indice.

Investisseurs visés : Tout souscripteur qui souhaite diversifier son patrimoine.

Affectation des revenus : La part C capitalise ses revenus.

Fréquence de valorisation : Quotidienne

Heure limite de centralisation des ordres de rachats/souscriptions : L'investisseur peut demander le rachat et la souscription de parts chaque jour ouvré de la Bourse de Paris avant 12h (hors jours fériés en France), auprès de CACEIS Bank. Il sera exécuté sur la base de la prochaine valeur liquidative.

QUELS SONT LES RISQUES ET QU'EST-CE QUE CELA POURRAIT ME RAPPORTER ?

Indicateur de risque (ISR)

Risque le plus faible ← → Risque le plus élevé

1	2	3	**4**	5	6	7

L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez les parts pendant au moins 5 ans.

L'indicateur de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Ce produit est classé dans la classe de risque 4 sur 7,qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit au-delà des 5 ans se situent à un niveau moyen.

Autres risques non pris en compte dans l'indicateur :

Risque de liquidité : Dans le cas où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont faibles, le gérant risque de ne pas pouvoir vendre les titres rapidement dans des conditions satisfaisantes ce qui impacte plus ou moins significativement le cours d'achat et de vente et dans certaines circonstances la liquidité globale du FCP.

Risque de contrepartie : Il existe un risque que la contrepartie soit défaillante dans le cadre de contrats de change à terme de gré à gré.

Garantie : Le FCP n'est pas garanti en capital.

SCENARIOS DE PERFORMANCE – POUR UN INVESTISSEMENT DE 10 000 EUROS :

Les scénarios présentés ci-après (défavorable, intermédiaire et favorable) représentent des exemples utilisant les meilleures et les pires performances, ainsi que les performances moyennes du FCP au cours des 10 dernières années. Le scénario de tension montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes. Les marchés peuvent évoluer très différemment à l'avenir.

Montants exprimés en euro

Scénarios		***Si vous sortez après 1 an***	***Si vous sortez après 5 ans****
Scénario de tension	Ce que vous pouvez obtenir après déduction des coûts (€)	1 486	1 607
	Rendement annuel moyen	-85.14%	-30.63%
Scénario défavorable	Ce que vous pouvez obtenir après déduction des coûts (€)	7 914	9 318
	Rendement annuel moyen	-20.86%	-1.40%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pouvez obtenir après déduction des coûts (€)	10 778	14 939
	Rendement annuel moyen	7.78%	8.36%
Scénario favorable	Ce que vous pouvez obtenir après déduction des coûts (€)	15 223	19 538
	Rendement annuel moyen	52.23%	14.33%

**Période de détention recommandée*

Ces scénarios sont une estimation de performances futures basée sur les variations de la valeur de ce placement dans les années précédentes. Si le scénario défavorable indique une performance positive, cela ne signifie pas que la valeur de l'investissement ne pourra pas baisser car les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Les chiffres présentés prennent en compte les coûts du FCP lui-même. Ces chiffres ne prennent pas en compte votre situation fiscale personnelle, ce qui peut également influer sur les montants que vous recevrez.

Ce que vous obtiendrez dépendra de l'évolution du marché et de la durée pendant laquelle vous conserverez l'investissement. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

QUE SE PASSE-T-IL SI MANSARTIS N'EST PAS EN MESURE D'EFFECTUER LES VERSEMENTS ?

Mansartis Gestion est une société de gestion de portefeuille agréée et suivie par l'Autorité des Marchés Financiers et doit respecter les règles d'organisation. Les actifs du fonds sont détenus auprès d'une entité distincte, le dépositaire CACEIS Bank, de sorte que la capacité de paiement du fonds ne serait pas affectée par l'insolvabilité de l'initiateur.

QUE VA ME COUTER CET INVESTISSEMENT ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet, vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

La réduction du rendement (RIY) montre l'incidence des coûts totaux que vous payez sur le rendement que vous pourriez obtenir de votre investissement. Les coûts totaux incluent les coûts ponctuels, récurrents et accessoires.

Les montants indiqués ici sont les coûts cumulés liés au FCP lui-même, pour 2 périodes de détention différentes. Ils incluent les pénalités de sortie anticipée potentielles. Les chiffres présentés supposent que vous investissiez 10 000 EUR. Ces chiffres sont des estimations et peuvent changer à l'avenir.

Coûts au fil du temps

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez et du temps pendant lequel vous détenez le FCP. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et de différentes périodes d'investissement.

Montant investi 10 000 EUR	*Si vous sortez après 1 an*	*Si vous sortez après 5 ans*
Coûts totaux	211 EUR	1 640 EUR
Incidences des coûts annuels	2,1 %	2,3 % chaque année

Composition des coûts

Le tableau ci-dessous indique :

- L'incidence annuelle des différents types de coûts sur le rendement que vous pourriez obtenir de votre investissement à la fin de la période d'investissement recommandée ;
- La signification des différentes catégories de coûts.

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du fonds, y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts ; ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Coûts ponctuels		**Si vous sortez après 1 an**
Coûts d'entrée	Nous ne facturons pas de frais d'entrée pour ce produit.	0 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de frais de sortie pour ce produit.	0 EUR
Coûts récurrents		
Coûts de transaction	0,26% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	26 EUR
Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,85% de la valeur de votre investissement par an. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	185 EUR
Coûts accessoires		
Commissions liées aux résultats et commission d'intéressement	Aucune commission liée aux résultats n'existe pour ce produit.	0 EUR

COMBIEN DE TEMPS DOIS-JE LE CONSERVER, PUIS-JE RETIRER DE L'ARGENT DE FAÇON ANTICIPEE ?

La période de détention recommandée est de 5 ans au minimum en raison de la nature du sous-jacent de cet investissement. Les parts de ce produit financier sont des supports de placement à moyen terme, elles doivent être acquises dans une optique de diversification de son patrimoine. Les rachats sont possibles quotidiennement. La sortie n'entraine ni frais particulier ni pénalité et doit être dans la mesure du possible anticipée compte tenu de la nature long terme du placement en actions.

COMMENT PUIS-JE FORMULER UNE RECLAMATION ?

Vous pouvez formuler une réclamation concernant le produit ou le comportement de la société Mansartis Gestion. Pour toute réclamation, vous pouvez contacter Mansartis à l'adresse email : global@mansartis.com ou par courrier à l'adresse suivante : Mansartis Gestion - 8 place Vendôme – 75001 Paris.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le prospectus et le rapport mensuel du FCP ainsi que le dernier prix connu de ses parts sont disponibles sur le site internet de Mansartis. Les performances passées sur une profondeur d'historique de 5 ans sont consultables sur le site internet de la société de gestion : https://mansartis.com/fr/actions/ternativ. Les informations relatives à la finance durable sont disponibles sur le site internet de la société de gestion : https://mansartis.com/fr/esg

Mansartis

Document d'informations clés

OBJECTIF

Le présent document contient des informations essentielles sur le produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste ce produit et quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés, et de vous aider à le comparer à d'autres produits.

PRODUIT

Nom du produit : Mansartis Ternativ ISR

Code ISIN : FR0013250990 (part I)

Nom de l'initiateur du produit : Mansartis Gestion

Contact : 8, place Vendôme 75001 Paris – +33 1 42 96 10 70 – global@mansartis.com

Site internet : www.mansartis.com

Autorité compétente : Ce fonds est agréé en France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Mansartis Gestion est agréée en France et réglementée par l'AMF.

Dépositaire : CACEIS Bank

Document mis à jour le : 9 février 2024

EN QUOI CONSISTE CE PRODUIT ?

Type : OPCVM

Durée : Le FCP a été créé le 11 mai 2017 et sa durée d'existence prévue est de 99 ans.

Objectif : Le FCP a pour objectif, sur un horizon d'investissement de 5 ans, la recherche d'une performance de long terme, à travers une gestion financière et extra-financière, intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le FCP met en œuvre une gestion actions internationales à thématique environnementale. L'objectif est d'investir dans des entreprises qui ont une empreinte carbone faible ou qui ont pris la décision de réduire drastiquement leur empreinte carbone en alignement avec les accords de Paris.

Le FCP fait l'objet d'une gestion active. La sélection de titres est le reflet des convictions et des anticipations du gérant. Il met en œuvre une stratégie d'investissement selon le processus suivant :

i) Détermination de l'univers d'investissement : La politique d'exclusion intègre des critères financiers (flottant et couverture insuffisants) et des critères extra-financiers (activités incompatibles avec le respect des personnes et de l'environnement). Les émetteurs ayant un niveau de controverse 4 et 5 sur le plan environnemental, social et de gouvernance sont exclus, tout comme les sociétés ayant une note de risque S ou G élevée ou sévère (supérieure à 12, selon l'échelle de notre prestataire Sustainalytics®). L'univers est par ailleurs déterminé par une sélection « best of » : Le FCP a pour objectif durable de créer un impact environnemental positif en investissent dans des entreprises qui ont mis en place des mesures relatives à la lutte contre le changement climatique. Pour répondre à cette objectif, Mansartis ne sélectionne que les valeurs ayant une note de risque E faible ou négligeable (inférieure à 8)

ii) Sélection de valeurs : La sélection se fait en prenant en compte des critères financiers (valeurs affichant une croissance forte et durable, une structure financière saine, des dirigeants qualifiés) et extra-financiers (analyse des risques ESG susceptibles d'avoir un impact sur la valorisation des entreprises).

iii) Construction du portefeuille en matière de durabilité : Le fonds sera investi uniquement dans des entreprises ayant défini un objectif interne de réduction de leur empreinte carbone et/ou d'atteinte de la neutralité carbone. Au moins 75% de ces entreprises devront avoir validé ou s'être engagées à valider ces objectifs auprès du SBTi. De plus, le FCP a pour objectif de répondre aux grands enjeux climatiques de développement durable définis par l'ONU (ODD – Objectifs de Développement Durable). Pour cela au moins 90% du portefeuille contribuera à l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) qui est la thématique principale du fonds.

Indice de référence : Le FCP n'a pas d'indice de référence. Aucun indice ne reflète la gestion du fonds. Toutefois, à titre indicatif, le FCP pourra être comparé, a posteriori, à l'indice suivant : MSCI World (AC) (en euro et dividendes réinvestis)
La performance du FCP peut s'éloigner de la performance de l'indice.

Investisseurs visés : Tout souscripteur qui souhaite diversifier son patrimoine.

Affectation des revenus : La part I capitalise ses revenus.

Fréquence de valorisation : Quotidienne

Heure limite de centralisation des ordres de rachats/souscriptions : L'investisseur peut demander le rachat et la souscription de parts chaque jour ouvré de la Bourse de Paris avant 12h (hors jours fériés en France), auprès de CACEIS Bank. Il sera exécuté sur la base de la prochaine valeur liquidative.

QUELS SONT LES RISQUES ET QU'EST-CE QUE CELA POURRAIT ME RAPPORTER ?

Indicateur de risque (ISR)

Risque le plus faible ← → Risque le plus élevé

1	2	3	**4**	5	6	7

L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez les parts pendant au moins 5 ans.

L'indicateur de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Ce produit est classé dans la classe de risque 4 sur 7,qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit au-delà des 5 ans se situent à un niveau moyen.

Autres risques non pris en compte dans l'indicateur :

Risque de liquidité : Dans le cas où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont faibles, le gérant risque de ne pas pouvoir vendre les titres rapidement dans des conditions satisfaisantes ce qui impacte plus ou moins significativement le cours d'achat et de vente et dans certaines circonstances la liquidité globale du FCP.

Risque de contrepartie : Il existe un risque que la contrepartie soit défaillante dans le cadre de contrats de change à terme de gré à gré.

Garantie : Le FCP n'est pas garanti en capital.

SCENARIOS DE PERFORMANCE – POUR UN INVESTISSEMENT DE 10 000 EUROS :

Les scénarios présentés ci-après (défavorable, intermédiaire et favorable) représentent des exemples utilisant les meilleures et les pires performances, ainsi que les performances moyennes du FCP au cours des 10 dernières années. Le scénario de tension montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes. Les marchés peuvent évoluer très différemment à l'avenir.

Montants exprimés en euro

Scénarios		***Si vous sortez après 1 an***	***Si vous sortez après 5 ans****
Scénario de tension	Ce que vous pouvez obtenir après déduction des coûts (€)	1 487	1 607
	Rendement annuel moyen	-85.13%	-30.62%
Scénario défavorable	Ce que vous pouvez obtenir après déduction des coûts (€)	7 974	9 471
	Rendement annuel moyen	-20.26%	-1.08%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pouvez obtenir après déduction des coûts (€)	10 860	15 512
	Rendement annuel moyen	8.60%	9.18%
Scénario favorable	Ce que vous pouvez obtenir après déduction des coûts (€)	15 337	20 286
	Rendement annuel moyen	53.37%	15.20%

**Période de détention recommandée*

Ces scénarios sont une estimation de performances futures basée sur les variations de la valeur de ce placement dans les années précédentes. Si le scénario défavorable indique une performance positive, cela ne signifie pas que la valeur de l'investissement ne pourra pas baisser car les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Les chiffres présentés prennent en compte les coûts du FCP lui-même. Ces chiffres ne prennent pas en compte votre situation fiscale personnelle, ce qui peut également influer sur les montants que vous recevrez.

Ce que vous obtiendrez dépendra de l'évolution du marché et de la durée pendant laquelle vous conserverez l'investissement. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

QUE SE PASSE-T-IL SI MANSARTIS N'EST PAS EN MESURE D'EFFECTUER LES VERSEMENTS ?

Mansartis Gestion est une société de gestion de portefeuille agréée et suivie par l'Autorité des Marchés Financiers et doit respecter les règles d'organisation. Les actifs du fonds sont détenus auprès d'une entité distincte, le dépositaire CACEIS Bank, de sorte que la capacité de paiement du fonds ne serait pas affectée par l'insolvabilité de l'initiateur.

QUE VA ME COUTER CET INVESTISSEMENT ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet, vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

La réduction du rendement (RIY) montre l'incidence des coûts totaux que vous payez sur le rendement que vous pourriez obtenir de votre investissement. Les coûts totaux incluent les coûts ponctuels, récurrents et accessoires.

Les montants indiqués ici sont les coûts cumulés liés au FCP lui-même, pour 2 périodes de détention différentes. Ils incluent les pénalités de sortie anticipée potentielles. Les chiffres présentés supposent que vous investissiez 10 000 EUR. Ces chiffres sont des estimations et peuvent changer à l'avenir.

Coûts au fil du temps

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez et du temps pendant lequel vous détenez le FCP. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et de différentes périodes d'investissement.

Montant investi 10 000 EUR	*Si vous sortez après 1 an*	*Si vous sortez après 5 ans*
Coûts totaux	136 EUR	1 081 EUR
Incidences des coûts annuels	1,4 %	1,5 % chaque année

Composition des coûts

Le tableau ci-dessous indique :

- L'incidence annuelle des différents types de coûts sur le rendement que vous pourriez obtenir de votre investissement à la fin de la période d'investissement recommandée ;
- La signification des différentes catégories de coûts.

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du fonds, y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts ; ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Coûts ponctuels		**Si vous sortez après 1 an**
Coûts d'entrée	Nous ne facturons pas de frais d'entrée pour ce produit.	0 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de frais de sortie pour ce produit.	0 EUR
Coûts récurrents		
Coûts de transaction	0,26% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	26 EUR
Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,10% de la valeur de votre investissement par an. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	110 EUR
Coûts accessoires		
Commissions liées aux résultats et commission d'intéressement	Aucune commission liée aux résultats n'existe pour ce produit.	0 EUR

COMBIEN DE TEMPS DOIS-JE LE CONSERVER, PUIS-JE RETIRER DE L'ARGENT DE FAÇON ANTICIPEE ?

La période de détention recommandée est de 5 ans au minimum en raison de la nature du sous-jacent de cet investissement. Les parts de ce produit financier sont des supports de placement à moyen terme, elles doivent être acquises dans une optique de diversification de son patrimoine. Les rachats sont possibles quotidiennement. La sortie n'entraine ni frais particulier ni pénalité et doit être dans la mesure du possible anticipée compte tenu de la nature long terme du placement en actions.

COMMENT PUIS-JE FORMULER UNE RECLAMATION ?

Vous pouvez formuler une réclamation concernant le produit ou le comportement de la société Mansartis Gestion. Pour toute réclamation, vous pouvez contacter Mansartis à l'adresse email : global@mansartis.com ou par courrier à l'adresse suivante : Mansartis Gestion - 8 place Vendôme – 75001 Paris.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le prospectus et le rapport mensuel du FCP ainsi que le dernier prix connu de ses parts sont disponibles sur le site internet de Mansartis. Les performances passées sur une profondeur d'historique de 5 ans sont consultables sur le site internet de la société de gestion : https://mansartis.com/fr/actions/ternativ Les informations relatives à la finance durable sont disponibles sur le site internet de la société de gestion : https://mansartis.com/fr/esg

Mansartis Ternativ ISR – Prospectus

OPCVM relevant de la Directive Européenne 2009/65/CE

I - CARACTERISTIQUES GENERALES

FORME DE L'OPCVM

Dénomination : MANSARTIS TERNATIV ISR
Forme juridique et État membre dans lequel l'OPCVM a été constitué : FCP de droit français
Société de Gestion : MANSARTIS GESTION
Date de création et durée d'existence prévue : le 11 mai 2017 pour une durée de 99 ans
Synthèse de l'offre de gestion :

Catégories de part	Codes ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de comptabilité	Souscripteurs concernés	Minimum de souscription initiale
Part C	FR0013250982	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs	1 part
Part I	FR0013250990	Capitalisation	Euro	Institutionnels	1 000 000 EUR

Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :
Les derniers documents annuels ainsi que la composition des actifs sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Mansartis
8, place Vendôme
75001 Paris - France
+33 1 42 96 10 70
contact@mansartis.com

II - ACTEURS

Société de gestion
MANSARTIS GESTION
Société Anonyme au capital de 1 344 240 euros.
Agréée en 1990 par l'AMF sous le N°GP 90045.
8, place Vendôme
75001 Paris

Dépositaire-conservateur / Centralisateur des ordres de souscription et rachat
CACEIS BANK
Établissement de crédit agréé auprès du CECEI - Société Anonyme
89-91 rue Gabriel Péri
92120 Montrouge

Mansartis Gestion – 8, place Vendôme 75001 Paris – +33 1 42 96 10 70 – Fax. +33 1 40 15 07 40
S.A. au capital de 1 344 240 € – 324 823 996 RCS Paris – N° intracommunautaire FR 09 324 823 996 – Agrément AMF n° GP90045

Les fonctions du dépositaire recouvrent plusieurs types de missions, le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion (comme défini dans l'article 22.3 de la directive UCITS V), le suivi des flux espèces de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.4 de ladite directive) et enfin, la garde des actifs de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.5 de ladite directive). Le dépositaire est également chargé, par délégation de la société de gestion, de la tenue du passif du Fonds, qui recouvre la centralisation des ordres de souscription et de rachat des parts du Fonds ainsi que la tenue du compte émission des parts de du Fonds.
L'objectif du dépositaire est de protéger les intérêts des porteurs / investisseurs de l'OPCVM, ce qui prévaudra toujours sur ses intérêts commerciaux.
Le dépositaire est indépendant de la société de gestion.

La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous-délégataires de CACEIS Bank et l'information relative aux conflits d'intérêts susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site de Caceis : www.caceis.com. Un exemplaire papier est mis à disposition gratuitement sur demande.
Des informations actualisées sont mises à disposition des investisseurs sur demande.

Commissaire aux comptes
PWC AUDIT
2 rue Vatimesnil
92300 Levallois-Perret
Signataire : Monsieur Frédéric Sellam

Commercialisateur
MANSARTIS GESTION
8 place Vendôme
75001 Paris

Délégataire comptable
CACEIS FUND ADMINISTRATION
89-91 rue Gabriel Péri
92120 Montrouge
Le délégataire assure le calcul des valeurs liquidatives.

Conseiller
Néant

Centralisateur des ordres de souscription et de rachat

CACEIS Bank
89-91 rue Gabriel Péri
92120 Montrouge

III - MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

1. Caractéristiques des parts

– **Devise :** Les parts sont libellées en euros.

– **Nature des droits attachés à la catégorie de parts :** En droit français, un fonds commun de placement (FCP) est une copropriété de valeurs mobilières dans laquelle les droits de chaque copropriétaire sont exprimés en parts et où chaque part correspond à une fraction de l'actif du FCP. Par conséquent, chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

– **Modalités de tenue du passif**

La tenue du passif est assurée par CACEIS BANK.
L'administration des parts est effectuée par EUROCLEAR France.

- **Droit de vote :** Aucun droit de vote n'est attaché aux parts. La gestion du FCP, qui n'est pas doté de la personnalité morale et pour lequel ont été écartées les règles de l'indivision et des sociétés, est assurée par la société de gestion qui agit au nom des porteurs et dans leur intérêt exclusif. Dans ce cadre, la société de gestion exerce le droit de vote attaché aux titres en portefeuille.

– **Forme des parts :** Les parts sont « au porteur ». Elles circulent en parts entières.

2. Date de clôture

Dernier jour de bourse ouvré à Paris du mois de décembre de chaque année.

3. Indications sur le régime fiscal

Le FCP n'est pas assujetti à l'impôt sur les sociétés. Selon le principe de transparence :

- Les produits encaissés par le FCP sont imposés entre les mains des porteurs résidents lorsqu'ils sont effectivement distribués.
- Les plus-values réalisées par le FCP sont normalement taxables à l'occasion du rachat des parts par les porteurs.

Le régime fiscal applicable dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière du porteur. Il lui est donc recommandé de s'adresser à son conseiller habituel afin de prendre connaissance des modalités applicables à sa situation personnelle.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

1. Codes ISIN

Catégories de part	Codes ISIN
Part C	FR0013250982
Part I	FR0013250990

2. Classification

Actions internationales

3. Objectif de gestion

Le FCP a pour objectif, sur un horizon d'investissement de 5 ans, la recherche d'une performance de long terme, à travers une gestion financière et extra-financière (ISR), intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Le FCP met en œuvre une gestion actions internationales à thématique environnementale. L'objectif est d'investir dans des entreprises qui ont une empreinte carbone faible ou qui ont pris la décision de réduire drastiquement leur empreinte carbone en alignement avec les accords de Paris.

4. Indicateur de référence

Le FCP n'a pas d'indice de référence. Aucun indice ne reflète la gestion du FCP. Toutefois, à titre indicatif, le FCP pourra être comparé, a posteriori, à l'indice MSCI AC World (en euro et dividendes réinvestis).
Compte tenu du caractère discrétionnaire de la gestion mise en œuvre dans le FCP, la performance pourra s'en écarter de manière significative.

5. Avis relatif à SFDR et à la Taxonomie

Le FCP a un objectif d'investissement durable au sens de l'article 9 de Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR »).

Le FCP prend en compte les incidences négatives des investissements sur les facteurs de durabilité. A ce titre Mansartis publiera un rapport annuel sur les indicateurs dans la limite des données disponibles. . Plus d'informations sur la politique de prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité sont consultables en suivant le lien : https://www.mansartis.com/assets/files/Politique_PAI.pdf

L'investissement durable désigne un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, à condition que l'investissement ne nuise pas de façon significative à un objectif environnemental ou social et que les sociétés faisant l'objet d'un investissement suivent de bonnes pratiques de gouvernance.

Par ailleurs, à la date de la dernière mise à jour du prospectus, la stratégie mise en œuvre dans le Fonds n'est pas en mesure de prendre en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental ; et ne s'engage donc pas sur un alignement minimum du portefeuille du fonds avec le Règlement Taxonomie. Par conséquent, l'alignement minimum du fonds à la Taxonomie est de 0%.

Avertissement : Le principe consistant à ne pas « causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

6. Stratégie d'investissement

L'actif du fonds est investi entre 90% et 100% de son actif net dans des grandes et moyennes capitalisations, sur les marchés d'actions des pays de l'OCDE et des pays émergents.

Les actions des pays émergents ne peuvent représenter plus de 30% de l'actif net du FCP.

Le risque de change peut atteindre 100% de l'actif net.

a- Description des stratégies utilisées

Le FCP fait l'objet d'une gestion active. La sélection de titres est le reflet des convictions et des anticipations du gérant. Il met en œuvre une stratégie d'investissement selon le processus suivant :

I) Determination de l'univers d'investissement

L'Exclusion :

La politique d'exclusion intègre des critères financiers et des critères extra-financiers.

Pour des raisons financières, sont exclus de l'univers :

- Les valeurs dont le flottant est inférieur à 1Md € en Europe et Asie et 2.5 Mds € aux Etats-Unis.

- Les valeurs qui ne sont pas couvertes par au moins deux analystes.

Pour des raisons extra-financières, sont exclus de l'univers :

- Les activités incompatibles avec le respect des personnes (notamment l'addiction : tabac, brasseurs, distillateurs et négociants en vin, casino et salles de jeux,…) et de l'environnement (charbon et combustibles,…). D'autres secteurs font l'objet d'une attention particulière (aérospatiale et défense, conglomérats, agriculture,…). Pour affiner ces exclusions, Mansartis s'appuie sur plusieurs fournisseurs (les industries GICS®, la « Global Coal Exit List », la liste d'exclusion du fonds souverain norvégien et néo-zélandais.

- Les émetteurs ayant un niveau de controverse 4 et 5 sur le plan environnemental, social et de gouvernance. Une controverse résulte de l'exposition de l'entreprise à des accidents ou des situations qui ont un impact sur sa réputation, l'environnement ou la société civile. Ces controverses sont évaluées par notre prestataire Sustainalytics® sur une échelle croissante de 0 à 5, 5 étant le niveau le plus élevé.

- Les sociétés ayant une note de risque S ou G élevée ou sévère (supérieure à 12, selon l'échelle de notre prestataire Sustainalytics®). La méthodologie est basée sur une approche par le risque en cherchant à évaluer dans quelle mesure l'entreprise et notamment sa gouvernance parvient à atténuer ces risques ESG par la mise en place et le suivi de politique RSE, d'engagement et d'outils appropriés. La notation finale est donc la note de risque résiduel auquel est exposée une entreprise. Elle va de 0 à 100, 0 représentant un niveau de risque ESG nul, et 100 un niveau de risque ESG maximum.

La selection « best of » :

Le FCP a pour objectif durable de créer un impact environnemental positif en investissent dans des entreprises qui ont mis en place des mesures relatives à la lutte contre le changement climatique. Pour répondre à cette objectif, nous appliquons une approche « best of » en ne sélectionnant que les valeurs ayant une note de risque E faible ou négligeable (inférieure à 8, selon l'échelle de notre prestataire Sustainalytics®).
Cette première étape permet de définir un univers d'investissement durable d'environ 1500 valeurs.

II) Selection de valeurs

La selection de valeurs se fait en prenant en compte des critères financiers et extra-financiers.

Critères financiers :

La priorité est donnée aux valeurs affichant une croissance forte et durable, une structure financière saine, des dirigeants qualifiés et ayant une stratégie claire selon l'analyse de la SGP.

Critères extra-financiers :

Dans le cadre de son analyse ESG, Mansartis s'appuie à la fois sur les données fournies par la société et sur la recherche externe de notre prestataire Sustainalytics® qui analyse les risques ESG susceptibles d'avoir un impact sur la valorisation des entreprises. Pour cela, Sustainalytics® a défini vingt enjeux matériels afin de matérialiser l'évaluation du risque ESG.

III) Construction du portefeuille en matière de durabilité

La construction du portefeuille repose sur les objectifs suivants :

- Le fonds sera investi uniquement dans des entreprises ayant définies un objectif interne de réduction de son empreinte carbone et/ou d'atteinte de la neutralité carbone. Au moins 75% de ces entreprises devront avoir validé ou s'être engagées à valider ces objectifs auprès du SBTi. L'initiative SBTi est un partenariat entre le CDP, le World Resources Institute (WRI), le World Wide Fund for Nature (WWF) et le Pacte mondial des Nations Unies. Cette organisation aide les sociétés à définir des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Ces objectifs sont considérés comme "fondés sur la science" s'ils correspondent à ce que la science du climat la plus récente juge nécessaire pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris (limiter le réchauffement de la planète à un niveau bien inférieur à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et poursuivre les efforts pour limiter le réchauffement à 1,5°C).

- De plus, le FCP a pour objectif de répondre aux grands enjeux climatiques de développement durable définis par l'ONU (ODD – Objectifs de Développement Durable). Pour cela au moins 90% du portefeuille contribuera à l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) qui est la thématique principale du fonds.

Pour s'assurer que l'OPC réponde aux exigences du label ISR :

- La notation globale de risque ESG du portefeuille devra etre inférieure à celle de son univers d'investissement, en excluant dans le calcul 20% des entreprises les moins bien notées (pondérées par le flottant).

- L'empreinte carbone du portefeuille devra être inférieure à celle de son univers d'investissement (pondérées par le flottant). L'empreinte carbone d'une société correspond à ses emissions de CO^2 sur les scope 1, 2 et 3 (upstream). Cette information nous est fournie par notre préstataire Truecost.®

- Le poids des sociétés en portefeuille ayant validées ou s'étant engagées à valider leurs objectifs de réduction d'empreinte carbone et/ou de neutralité carbone auprès du SBTi devra être supérieure à celui de son univers d'investissement (pondérées par le flottant).

Pour s'assurer que l'OPC réponde aux exigences du label, 90% au moins des titres du portefeuille doivent faire l'objet d'une analyse du risque ESG (note ESG) et d'une empreinte carbone, et ce, en pourcentage de l'actif net, hors liquidités.
Le FCP devra à tout moment répondre à ces contraintes d'investissement, pour ce faire, le respect des critères sera suivi quotidiennement par l'outil de risque Mansartis.

b- Politique d'évaluation de la bonne gouvernance

Les critères de bonne gouvernance sont pris en compte dans la gestion du fonds d'abord via la notation ESG effectuée par notre prestataire de données extra-financières Sustainalytics® qui évalue l'exposition aux risques liés à la gouvernance et à la façon dont l'entreprise les prend en compte. Sustainalytics® a défini trois Enjeux ESG Matériels, qui sont directement liés à la gouvernance : "Gouvernance d'entreprise", "Pot-de-vin et corruption" et Éthique des affaires".

Par ailleurs, Mansartis calcule et publie l'indicateur de bonne gouvernance suivant : taux d'indépendance moyen du conseil d'administration des sociétés en portefeuille. Mansartis est convaincu que les sociétés cotées gagnent à avoir des Conseils d'Administration intégrant un maximum d'administrateurs indépendants, c'est à dire, incluant des personnes n'exerçant pas de fonction exécutive ou même salariée au sein de ces mêmes sociétés.
Enfin, Mansartis effectue un suivi continu des controverses auxquelles sont confrontées les entreprises et notamment celles liées à la gouvernance. Les sociétés faisant l'objet de controverses significatives sont exclues de l'univers investissable.

Pour être considérées comme durables, les sociétés ne doivent pas avoir de controverse de gouvernance de niveau fort ou sévère (4 ou 5), ni avoir une note de risque élevée ou sévère (supérieure à 12), selon l'évaluation de notre prestataire.

c- Pas de préjudice significatif aux objectifs d'investissement durable

Le FCP exclura tout investissement qui pourrait nuire de manière significative à l'objectif d'investissement durable. Pour plus de détails, veuillez-vous référer aux critères d'éligibilités à l'univers d'investissement durable (point 5. a. I.)

7. Description des actifs et des instruments financiers utilisés

a - Actions et parts d'OPC

L'actif du fonds est investi entre 90% et 100% de son actif net dans des grandes et moyennes capitalisations, sur les marchés d'actions des pays de l'OCDE et des pays émergents. Les actions peuvent être détenues directement ou par l'intermédiaire d'OPC ou de FIA.

Le FCP pourra investir dans la limite de 10% de son actif net en parts ou actions d'OPC de droit français ou étranger et FIA ouverts aux clients non professionnels. Les OPC ou FIA dans lesquels le fonds investit pourront être totalement gérés par la société de gestion.

Les actions des pays émergents ne peuvent représenter plus de 30% de l'actif net du FCP.

b - Titres de créance et Instruments du marché monétaire

Le FCP pourra détenir, dans la limite de 10% de l'actif net, tout type titre de créances négociables. Les investissements seront effectués sur des obligations d'Etats, du secteur public ou d'émetteurs privés sans contrainte de place d'émission.

Le FCP pourra investir dans des titres négociables d'une maturité maximum de 2 ans (en direct ou via OPC) dont le rating minimum est A-3
(Standard & Poor's et Fitch) ou P-3 (Moody's) ou équivalent selon l'analyse de la société de gestion.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement aux notations de ces agences mais peut en tenir compte dans sa propre analyse, au même titre que d'autres éléments, afin d'évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider le cas échéant de leur acquisition ou de leur vente.

c - Instruments financiers négociés sur les marchés à terme et de dérivés

Le FCP aura éventuellement recours aux instruments de change à terme uniquement pour couvrir le risque de change. Ces instruments (contrats de change à terme) seront négociés sur un marché de gré à gré français et/ou étranger. La couverture peut représenter jusqu'à 100% de l'exposition en devise, hors euros, du FCP. Le fonds n'aura pas recours au Total Return Swaps.

d - Titres intégrant des dérivés

Le FCP ne peut pas investir sur des titres intégrant des dérivés à l'exception des obligations convertibles, des obligations « puttable » ou « callable » ou des bons de souscription, et tout type de titres intégrant des dérivés issus d'OST de titres en portefeuille.

e – Dépôts

Le FCP se réserve la possibilité d'effectuer des dépôts dans la limite de 100% de l'actif net dans l'attente d'investissements ou d'opportunités de marché.

f - Emprunts d'espèces

Le FCP se réserve la possibilité d'emprunter dans la limite de 10% de l'actif net en cas de rachats non prévus pour faire face à un éventuel découvert.

g - Prises et mises en pension de titres (opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et techniques assimilées)

Le FCP n'aura pas recours à des opérations d'acquisitions et/ou de cessions temporaires de titres.

h - Gestion des garanties financières

Néant.

8. Profil de risque

Le FCP sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers.
Le profil de risque du FCP est adapté à un horizon d'investissement supérieur à 5 ans.

Le FCP est exposé aux risques suivants :

- Risque de perte en capital : La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat. De ce fait, le capital initialement investi peut ne pas être intégralement restitué. La baisse de la

valeur liquidative peut entraîner une perte en capital. Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ou de protection en capital.

– Risque lié à la gestion discrétionnaire : La gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de la SGP. Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

– Risque actions : La valeur liquidative du FCP pourrait donc baisser en cas de variation à la baisse des marchés actions. La performance du FCP dépendra des sociétés choisies par la société de gestion. Il existe un risque que la société de gestion ne sélectionne pas les sociétés les plus performantes.

– Risque de change : Le FCP peut être exposé à une ou plusieurs devises autres que celle de valorisation du FCP. Une baisse des devises d'investissement par rapport à la devise du portefeuille (l'euro) est susceptible de faire baisser la valeur liquidative.

– Risque de taux : En cas de hausse des taux d'intérêts, la valeur des obligations pourra se déprécier et entrainer une baisse de la valeur liquidative du FCP.

– Risque de crédit : Il s'agit du risque de dégradation de la qualité de crédit d'un émetteur public ou privé ou de défaut de ce dernier. Dans ce cas, la valeur des titres de créance dans lesquels est investi le FCP peut baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative du FCP.

– Risque de contrepartie : Il existe un risque que la contrepartie soit défaillante dans le cadre de contrats de change à terme de gré à gré.

– Risque de liquidité : Dans le cas où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont faibles, le gérant risque de ne pas pouvoir vendre les titres rapidement dans des conditions satisfaisantes ce qui impacte plus ou moins significativement le cours d'achat et de vente et dans certaines circonstances la liquidité globale du FCP.

– Risque lié à la détention de sociétés de petite et moyenne capitalisation : Ces actions peuvent présenter un risque de liquidité du fait de l'étroitesse éventuelle de leur marché. L'évolution de ces titres pourra avoir de forte variation à la hausse comme à la baisse sur la valeur liquidative du Fonds.

– Risque de pays emergents : Le Fonds pouvant investir sur les marchés émergents dans la limite de 30%, cela peut entraîner une baisse de la valeur liquidative. Les conditions de fonctionnement et de surveillance de certains marchés pouvant s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

– Risque de durabilité : Il s'agit d'un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante sur la valeur d'un investissement. La prise en compte des risques de durabilité dans le processus d'investissement est détaillée sur le site internet, page « ISR / SFDR ».

9. Garantie ou protection

Néant.

10. Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Souscripteurs concernés :

- Part C : Tous souscripteurs
- Part I : Institutionnels

Profil de l'investisseur type :

Tous souscripteurs souhaitant s'exposer aux marchés d'actions internationales et en en acceptant les risques inhérents.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans le FCP dépend de la situation personnelle du souscripteur. Afin de le déterminer il est recommandé à l'investisseur de prendre en compte son patrimoine financier, ses besoins actuels et à 5 ans, son degré d'appétence ou d'aversion aux risques financiers.

Dans tous les cas, il est recommandé de diversifier ses placements.

Horizon de placement recommandé : supérieure à 5 ans.

FATCA
Avertissement US Person : Les parts de ce FCP ne sont pas et ne seront pas enregistrées en vertu de la loi US Securities Act of 1933. Elles ne peuvent être offertes ou vendues, directement ou indirectement à des personnes considérées comme des « US persons » ou à des entités détenues par des « US Person » selon la définition de la règlementation américaine en vigueur (« Regulation S » ou « FATCA – Foreign Account Tax Compliance »).

11. Modalités de détermination et d'affectation des revenus

Catégories de part	Affectation du résultat net	Affectation des plus-values nettes réalisées
Part C	Capitalisation	Capitalisation
Part I	Capitalisation	Capitalisation

12. Caractéristiques des parts

Catégories de part	Codes ISIN	Devise de libellé	Minimum de souscription	Valeur liquidative d'origine
Part C	FR0013250982	Euro	1 part	1 000 EUR
Part I	FR0013250990	Euro	1 000 000 EUR	1 000 EUR

13. Modalités de souscription et de rachat

a - Conditions de souscription / rachat
Sur délégation de la société de gestion, les demandes de souscription et de rachat sont reçues auprès de CACEIS Bank chaque jour ouvré de la bourse de Paris jusqu'à 12h, à l'exception des jours fériés en France.

CACEIS Banque
89-91 rue Gabriel Péri
92120 Montrouge

Les demandes de souscription et de rachat sont recevables en nombre de parts.

Les demandes de souscription et de rachat sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative.

Les ordres sont exécutés à cours inconnu conformément au tableau ci-dessous :

J	J	J : jour d'établissement de la VL	J+1 ouvrés	J+2	J+2
Centralisation avant 12h des ordres de souscription*	Centralisation avant 12h des ordres de rachat*	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative	Règlement des souscriptions	Règlement des rachats

**Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier.*

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis à des commercialisateurs doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique auxdits commercialisateurs vis-à-vis de CACEIS Bank. En conséquence, ces commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à CACEIS Bank.

Le FCP n'a pas mis en place des mécanismes de plafonnement des rachats, dits «gate ».
En cas de circonstances exceptionnelles, l'absence de mécanisme de plafonnement des rachats pourra avoir pour conséquence l'incapacité de l'OPCVM à honorer les demandes de rachats et ainsi augmenter le risque de suspension complète des souscriptions et des rachats sur ce FCP.

b – Date et périodicité de la Valeur liquidative

La valeur liquidative est calculée quotidiennement à l'exception des jours fériés légaux en France, ou de fermeture des marchés français. Dans ce cas, la valeur liquidative sera calculée sur les cours du jour ouvré précédent.

La dernière valeur liquidative est tenue à disposition des porteurs de parts :

- Sur simple demande au siège de la SGP
- Sur le site internet de la société www.mansartis.com

c- Modalité de passage d'une catégorie de part à l'autre

Un rachat d'une catégorie de parts suivi d'une souscription d'une autre catégorie de parts est fiscalement considéré comme une cession. La plus-value éventuelle dégagée par cette cession sera imposable.

14. Frais et commissions

a - Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de rachat. Les commissions, lorsqu'elles sont acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises au FCP reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur	Assiette	Taux maximum
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant

b - Les frais de gestion financière

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FCP, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

c- Les frais administratifs externes à la société de gestion

Ils sont pris en charge par la société de gestion et ne sont pas prélevés sur l'actifs du fonds (Commissaires aux compte, dépositaire, valorisateurs, proxy-voteurs, etc.).

d- Les commissions de mouvements

Néant

e- Les commissions de surperformance

Néant

Tableau récapitulatif des frais facturés à l'OPCVM

Frais facturés à l'OPCVM*	Assiette	Taux maximum
Frais de gestion et de fonctionnement TTC*	Actif net hors OPC géré par la SGP	- Part C : 1,85% - Part I : 1,1%
Frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	Néant
Frais indirects maximum (commission et frais de gestion)	Actif net	Non significatif
Prestataire percevant des Commissions de mouvement : la société de gestion	Prélèvement sur chaque transaction	Néant
Commission de surperformance	Actif net	Néant

**Les frais de gestion et de fonctionnement sont directement imputés au compte de résultat du FCP. Ils sont déjà pris en compte dans la valeur liquidative publiée.*

Des frais liés à la recherche au sens de l'article 314-21 du RG AMF sont facturés à l'OPCVM. Pour les actions ces frais sont inclus dans les frais de transaction payés aux prestataires et qui n'ont pas été modifiés à cet effet.
Pour les obligations, ces frais sont payés à partir des ressources propres de la SGP.

Politique de sélection des intermédiaires de gestion

Les intermédiaires de gestion (brokers) sont sélectionnés selon leur spécialisation par type de valeurs financières (actions/produits de taux) et leur présence géographique. Ils sont évalués et sélectionnés selon les critères : la qualité de l'exécution des ordres (prix, technologie, rapidité de prise en charge, etc.) pour les brokers exécution et la qualité de leurs travaux de recherche pour les brokers recherche. Ce processus de revue et de sélection a lieu tous les ans.

Cette politique est disponible sur le site internet, ou sur simple demande directement auprès de la SGP.

IV – INFORMATIONS COMMERCIALES

La documentation commerciale, les documents relatifs au FCP, notamment la politique de vote et le rapport d'exercice des droits de vote, peuvent être obtenus en s'adressant directement à la société de gestion.

La SGP tient à disposition des porteurs le dernier rapport annuel et périodique, qui pourront être adressés dans un délai de 8 jours ouvrés, sur simple demande écrite du porteur à :

MANSARTIS GESTION
8, place Vendôme
75001 Paris – France

La valeur liquidative des parts du FCP sont disponibles sur le site internet de la société : www.mansartis.com

Support sur lequel l'investisseur peut trouver l'information sur la prise en compte des critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance)
L'information sur la prise en compte des critères ESG est décrite de façon détaillé dans le code de transparence du fonds disponible sur le site internet de la société. L'information sur les critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux, et de qualité de gouvernance est disponible sur le site internet de la société de gestion www.mansartis.com.

Information en cas de modification des modalités de fonctionnement du FCP
Les porteurs de parts sont informés des changements affectant le FCP selon les modalités définies par l'Autorité des Marchés Financiers : information financière ou tout autre moyen (avis financier, document périodique…).

Date de mise à jour : 01 janvier 2024

V – RÉGLES D'INVESTISSEMENT

L'OPCVM respecte les règles d'investissement décrites dans le Code Monétaire et Financier.

VI – RISQUE GLOBAL

Le risque global est calculé selon la méthode du calcul de l'engagement.

VII – REGLES D'ÉVALUATION DE L'ACTIF

1. Règles d'évaluation

Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués aux prix du marché.

Toutefois, les instruments ci-dessous sont évalués selon des méthodes spécifiques :

- Les obligations et actions européennes sont valorisées au cours de clôture, les titres étrangers au dernier cours connu. La valorisation retenue est celle au « Mid Price ».
- Les titres de créance et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affectés, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur et du titre.

Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée résiduelle inférieure ou égale à trois mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.

- Les titres de créances négociable dont la durée de vie est inférieure à trois mois sont valorisés aux taux de négociation d'achat ; un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN
- Les titres de créance négociable dont la durée de vie est supérieure à trois mois sont valorisés aux taux de marché
- Les parts d'OPCVM / FIA sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
- Les titres qui font l'objet de contrats de cessions ou d'acquisitions temporaires sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.

Les Futures sont évalués au prix de compensation quotidien diffusé par la plateforme.

Pour les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été coté le jour de l'évaluation ainsi que pour les autres éléments du bilan, la SGP corrige leur évaluation en fonction des variations que les évènements en cours rendent probables. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion des contrôles.

Devises

Les cours étrangers sont convertis en euro selon le cours des devises au jour de l'évaluation.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués, sous la responsabilité de la société de gestion, à leur valeur probable de négociation.

2. Modalités pratiques

Les actions et les obligations sont évaluées sur la base des cours extraits de la base de données Reuters ou Bloomberg en fonction de leur place de cotation.

3. Méthodes de comptabilisation

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode des produits encaissés.

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition, frais exclus, et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.

VIII – RÉMUNERATION

La politique de rémunération est conçue en accord avec les règles européennes et nationales en matière de rémunération et de gouvernance Elle est mise en place pour répondre à la position AMF 2013-24 et est conforme à la directive AIFM à laquelle est soumis Mansartis Gestion depuis janvier 2014.

La politique de rémunération promeut une gestion des risques saine et efficace ; elle n'encourage pas la prise de risque excessive. Elle est en accord avec les objectifs et les intérêts des gestionnaires, des OPC gérés et des investisseurs des OPCVM afin d'éviter les conflits d'intérêts.

La politique de rémunération encadre la rémunération variable éventuelle de l'ensemble du personnel. Elle tient compte de la performance individuelle, de la situation économique et des résultats de Mansartis Gestion. L'évaluation de la performance individuelle intègre des critères quantitatifs et qualitatifs et s'appuie sur une vision long-terme et structurée au mieux des intérêts des clients et pour le bénéfice de toutes les parties prenantes. Par ailleurs, la démarche

d’investissement responsable est un objectif collectif au sein de Mansartis. Les objectifs varient selon la fonction et les responsabilités du collaborateur. La détermination de la rémunération dépend de l’accomplissement de ces objectifs et du bon respect des processus ISR

La politique de rémunération s’applique à l’ensemble du personnel bien que ces dispositions visent principalement les collaborateurs qui ont une influence significative sur le profil de risque des OPC ou des mandats qu’ils gèrent.

Plus d’éléments concernant la politique de rémunérations sont disponibles sur le site internet de la société : www.mansartis.com

Mansartis Ternativ ISR – Annexe

OPCVM relevant de la Directive Européenne 2009/65/CE

Informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 9, paragraphe 1, à 4bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 5, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852.

Objectif d'investissement durable

Identifiant d'entité juridique : 969500CZUS0CMBGJR329

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause pas de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **Taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste **d'activités économiques durables sur le plan environnemental.** Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ **Oui**	☐ **Non**
☒ Il réalisera un minimum **d'investissements durables ayant un objectif environnemental :** 100 %	☐ Il **promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ___% d'investissements durables
☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE	☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinimie de l'UE
☒ dans des activités économiques qui ne sont pas considées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE	☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
	☐ ayant un objectif social
☐ Il réalisera un minimum **d'investissements durables ayant un objectif social:** ___%	☐ Il promeut des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d'investissements durables

Quel est l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les objectifs de durabilité de ce produit financier sont atteints.

Le FCP a pour objectif durable de créer un impact environnemental positif en investissant dans des entreprises qui ont une empreinte carbone faible ou qui ont pris la décision de réduire drastiquement leur empreinte carbone en alignement avec les accords de Paris.

Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?

- La part des sociétés signataires du pacte mondial de l'ONU.
- Deux indicateurs Sociaux : les exigences avec les fournisseurs et parties prenantes en termes de conditions de travail (le travail des enfants en particulier) et la création d'emplois.
- Deux indicateurs Environnementaux : la présence dans l'entreprise d'une politique environnementale certifiée par un organisme indépendant, l'intensité carbone de l'entreprise et l'engagement auprès du SBTi
- Un indicateur de Gouvernance : la proportion de directeurs indépendants qui siègent au Conseil d'Administration.

Dans quelle mesure les investissements durables ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?

Les principals incidences negatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de gouvernance, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Afin de qualifier si un investissement ne cause pas de préjudice important à un objectif environnemental ou social, Mansartis se base sur les scores ESG et les niveaux de controverses déterminés par notre prestataire d'analyse extra financière. L'évaluation effectuée par notre prestataire prend en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité (PAI).

Ainsi, les sociétés considérées comme durables selon la méthodologie de Mansartis ne doivent pas présenter de controverses fortes ou sévères (niveau 4 et 5) sur le plan environnemental et social, ainsi qu'une note de risque E ou S élevée ou sévère (supérieure à 12) selon l'échelle de notre prestataire.

Plus d'informations sur la politique de prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité sont consultables en suivant le lien : https://www.mansartis.com/assets/files/Politique_PAI.pdf

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

La prise en compte des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité sont réalisées à travers le déploiement d'un processus d'investissement responsable propre à Mansartis autour de 4 axes :

- L'exclusion d'activités identifiées comme incompatibles avec le respect des personnes et de l'environnement.

- Une analyse de titres, fondée entre autre, sur la manière dont les entreprises sont exposées et gèrent les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance.

- L'évaluation et le suivi d'indicateurs de durabilité au niveau de nos portefeuilles.

- Une politique d'engagement et de vote qui vise à mobiliser les entreprises autour des grands enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance d'aujourd'hui.

Plus d'informations sur la politique de prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité sont consultables en suivant le lien : https://www.mansartis.com/assets/files/Politique_PAI.pdf

Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?

Afin de s'assurer que les sociétés considérées comme durables ne soient pas impliquées dans des violations des principes du Pacte mondial des Nations Unies ou des Principes directeurs de l'OCDE, Mansartis s'appuie sur l'analyse des controverses de notre prestataire de données extra-financières.

Ainsi les violations relatives aux droits de l'Homme seront classifiées en "Employee Incidents", "Social Supply Chain Incidents" ou "Society & Community Incidents", celles relative à la lutte contre la corruption en "Business Ethics Incidents" et "Governance incidents" etc.

Afin d'être considérées comme durables, les sociétés ne doivent pas avoir de controverses de niveau fort ou sévère (niveau 4 et 5) selon l'échelle de notre prestataire.

Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

☒ Oui

☐ Non

Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

Quels sont les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre l'objectif d'investissement durable ?

Ces éléments interviennent à 3 niveaux :

I) Dans la determination de l'univers d'investissement

a. L'exclusion.

Sont exclus de l'univers :

- Les activités incompatibles avec le respect des personnes (notamment l'addiction : tabac, brasseurs, distillateurs et négociants en vin, casino et salles de jeux,…) et de l'environnement (charbon et combustibles,…). D'autres secteurs font l'objet d'une attention particulière (aérospatiale et défense, conglomérats, agriculture,…). Pour affiner ces exclusions, Mansartis s'appuie sur plusieurs fournisseurs (les industries GICS®, la « Global Coal Exit List », la liste d'exclusion du fonds souverain norvégien et néo-zélandais.

- Les émetteurs ayant un niveau de controverse 4 et 5 sur le plan environnemental, social et de gouvernance. Une controverse résulte de l'exposition de l'entreprise à des accidents ou des situations qui ont un impact sur sa réputation, l'environnement ou la société civile. Ces controverses sont évaluées par notre prestataire Sustainalytics® sur une échelle croissante de 0 à 5, 5 étant le niveau le plus élevé.

- Les sociétés ayant une note de risque S ou G élevée ou sévère (supérieure à 12, selon l'échelle de notre prestataire Sustainalytics®). La méthodologie est basée sur une approche par le risque en

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;
- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- **des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

cherchant à évaluer dans quelle mesure l'entreprise et notamment sa gouvernance parvient à atténuer ces risques ESG par la mise en place et le suivi de politique RSE, d'engagement et d'outils appropriés. La notation finale est donc la note de risque résiduel auquel est exposée une entreprise. Elle va de 0 à 100, 0 représentant un niveau de risque ESG nul, et 100 un niveau de risque ESG maximum.

b. La selection « best of » :

Le FCP a pour objectif durable de créer un impact environnemental positif en investissent dans des entreprises qui ont mis en place des mesures relatives à la lutte contre le changement climatique. Pour répondre à cette objectif, nous appliquons une approche « best of » en ne sélectionnant que les valeurs ayant une note de risque E faible ou négligeable (inférieure à 8, selon l'échelle de notre prestataire Sustainalytics®).

II) Dans la selection de valeurs

Dans le cadre de son analyse ESG, Mansartis s'appuie à la fois sur les données fournies par la société et sur la recherche externe de notre prestataire Sustainalytics® qui analyse les risques ESG susceptibles d'avoir un impact sur la valorisation des entreprises. Pour cela, Sustainalytics® a défini vingt enjeux matériels afin de matérialiser l'évaluation du risque ESG.

III) Dans la construction du portefeuille en matière de durabilité

La construction du portefeuille repose sur les objectifs suivants :

- Le fonds sera investi uniquement dans des entreprises ayant définies un objectif interne de réduction de son empreinte carbone et/ou d'atteinte de la neutralité carbone. Au moins 75% de ces entreprises devront avoir validées ou s'être engagées à valider ces objectifs auprès du SBTi. L'initiative SBTi est un partenariat entre le CDP, le World Resources Institute (WRI), le World Wide Fund for Nature (WWF) et le Pacte mondial des Nations Unies. Cette organisation aide les sociétés à définir des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Ces objectifs sont considérés comme "fondés sur la science" s'ils correspondent à ce que la science du climat la plus récente juge nécessaire pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris (limiter le réchauffement de la planète à un niveau bien inférieur à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et poursuivre les efforts pour limiter le réchauffement à 1,5°C).

- De plus, le FCP a pour objectif de répondre aux grands enjeux climatiques de développement durable définis par l'ONU (ODD – Objectifs de Développement Durable). Pour cela au moins 90% du portefeuille contribuera à l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) qui est la thématique principale du fonds.

Pour s'assurer que l'OPC réponde aux exigences du label ISR :

- La notation globale de risque ESG du portefeuille devra etre inférieure à celle de son univers d'investissement, en excluant dans le calcul 20% des entreprises les moins bien notées (pondérées par le flottant).

- L'empreinte carbone du portefeuille devra être inférieure à celle de son univers d'investissement (pondérées par le flottant). L'empreinte carbone d'une société correspond à ses emissions de CO^2 sur les scope 1, 2 et 3 (upstream). Cette information nous est fournie par notre préstataire Truecost.®

- Le poids des sociétés en portefeuille ayant validées ou s'étant engagées à valider leurs objectifs de réduction d'empreinte carbone et/ou de neutralité carbone auprès du SBTi devra être supérieure à celui de son univers d'investissement (pondérées par le flottant).

Pour s'assurer que l'OPC réponde aux exigences du label, 90% au moins des titres du portefeuille doivent faire l'objet d'une analyse du risque ESG (note ESG) et d'une empreinte carbone, et ce, en pourcentage de l'actif net, hors liquidités.

Les pratiques **de bonne gouvernance** concernent des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel et le respect des obligations fiscales.

Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?

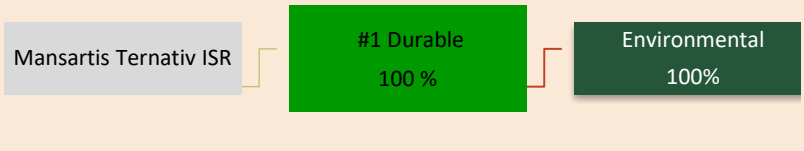
Les critères de bonne gouvernance sont pris en compte dans la gestion du fonds d'abord via la notation ESG effectuée par le fournisseur de données extra-financières® qui évalue l'exposition aux risques liés à la gouvernance et à la façon dont l'entreprise les prend en compte. Le fournisseur de données extra-financières a défini trois Enjeux ESG Matériels, qui sont directement liés à la gouvernance : "Gouvernance d'entreprise", "Pot-de-vin et corruption" et Éthique des affaires".

Par ailleurs, Mansartis calcule et publie l'indicateur de bonne gouvernance suivant : taux d'indépendance moyen des conseils d'administrations des sociétés en portefeuille. Mansartis est convaincu que les sociétés cotées gagnent à avoir des Conseils d'Administration intégrant un maximum d'administrateurs indépendants, c'est à dire, incluant des personnes n'exerçant pas de fonction exécutive ou même salariée au sein de ces mêmes sociétés.

Enfin, Mansartis effectue un suivi continu des controverses auxquelles sont confrontées les entreprises et notamment celles liées à la gouvernance. Les sociétés faisant l'objet de controverses significatives sont exclues de l'univers investissable.

Pour être considérées comme durables, les sociétés ne doivent pas avoir de controverse de gouvernance de niveau fort ou sévère (4 ou 5), ni avoir une note de risque élevée ou sévère (supérieur à 12), selon l'évaluation de notre prestataire.

Quelle est l'allocation des actifs et la part minimale d'investissements durables ?



La catégorie **#1 Durables** couvre les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux.

Le produit financier entend être investi au minimum à 100% en investissement durable (hors liquidité et couverture).

Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle l'objectif d'investissement durable ?

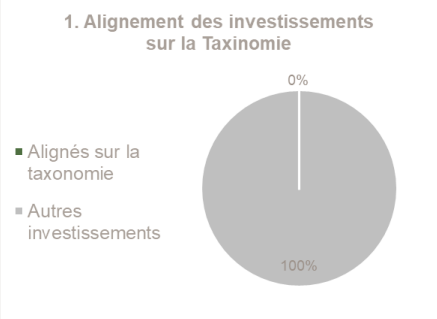
Le produit financier pourra avoir recours aux instruments de change à terme et cela uniquement dans un objectif de couverture du risque de change. Ces instruments seront négociés sur un marché de gré à gré. Le ratio de couverture peut représenter jusqu'à 100% de l'exposition en devises du fonds. Le recours aux instruments dérivés ne modifie pas le processus de sélection de titres qui s'appuie notamment sur l'analyse ESG des valeurs. Ainsi leur utilisation ne saurait dénaturer le profil ESG du portefeuille.

Les activités habilitanges permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.
Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

La stratégie mise en œuvre dans le fonds n'est pas en mesure de prendre en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental ; et ne s'engage donc pas sur un alignement minimum du portefeuille du fonds avec le Règlement Taxonomie.

Le graphique ci-dessous fait apparaitre en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autre que les obligations souveraines.



Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.

Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

Le produit financier ne s'engage pas sur une part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes.

Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Jusqu'à 100% du fonds.

Quelle est la part minimale d'investissements durable ayant un objectif social ?

Le fonds n'a pas d'objectif d'investissement durable sur le plan social.

Quels sont les investissements inclus dans la catégorie « #2 non durables », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Le fonds est investi à 100% dans la catégorie « #1 durables »

Un indice spécifique est-il désigné comme indice de référence pour atteindre l'objectif d'investissement durables ?

Non applicable

Les indices de reference sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint l'objectif d'investissement durable.

- ***Comment l'indice de référence tient-il compte des facteurs de durabilité afin d'être constamment aligné sur l'objectif d'investissement durable?***

  Non applicable

- ***Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?***

  Non applicable

- ***En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?***

  Non applicable

- ***Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?***

  Non applicable

Où puis-je trouver en ligne d'avantage d'informations spécifiques au produit ?

Sur la page du produit financier du site internet de la société de gestion : https://www.mansartis.com/fr/actions/ternativ

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet:

Sur le site internet de la société de gestion : https://www.mansartis.com/fr/esg

Mansartis Ternativ ISR – Règlement

OPCVM relevant de la Directive Européenne 2009/65/CE

TITRE I : ACTIFS ET PARTS

Article 1 – Part de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds Communs de Placement (FCP). Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du FCP est de 99 ans à compter de la date de création sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les parts peuvent être des parts de distribution "I" ou de capitalisation " C".

Les différentes catégories de part pourront :

- Bénéficier de régimes de distribution de revenus (distribution ou capitalisation)
- Supporter des frais de gestion différents
- Supporter les commissions de souscriptions et de rachats différents
- Avoir une valeur nominale différente

Article 2 – Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300.000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant 30 jours inférieur à ce montant la société de gestion prend les dispositions nécessaires pour procéder dans le délai de trente jours à la fusion ou à la dissolution du FCP.

Article 3 – Emission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée le cas échéant des commissions de souscriptions.

Les souscriptions et les rachats sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Le prix d'émission peut être augmenté d'une commission de souscription, le prix de rachat peut être diminué d'une commission de rachat dont les taux et l'affectation figurent sur le prospectus.

Les parts du FCP peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, elle dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du FCP lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le FCP, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilée à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L.214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande. Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

L'OPCVM peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de l'OPCVM ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Article 4 – Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus du FCP.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPC ; ils sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

TITRE II : FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 – La société de gestion

La gestion du FCP est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le FCP.

Article 5 bis – Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FCP ainsi que les règles d'investissement sont décrites dans le prospectus du FCP.

Article 6 – Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers (A.M.F).

Article 7 – Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'A.M.F. tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- A constituer une violation des dispositions législatives ou règlementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- A entrainer l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 – Les comptes et le rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse ainsi qu'un rapport sur la gestion du FCP de l'exercice écoulé.

Le dépositaire, sous contrôle de la société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle l'inventaire des actifs de l'OPC. L'ensemble ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III : MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9 – Modalités d'affectation des sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituants le portefeuille du FCP majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion, et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales :

- au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.
- aux plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

La société de gestion décide de la répartition des sommes distribuables (résultats et plus-values nettes réalisées). Elle peut également décider de verser des acomptes et/ou de porter en report les résultats nets et/ou de porter en report les résultats nets et/ou plus-values nettes réalisées. Le prospectus peut émettre plusieurs catégories de parts pour lesquelles les modalités d'affectation des sommes distribuables sont précisées dans le prospectus.

TITRE IV : FUSION – SCISSION – DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 – Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le FCP à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le FCP en deux ou plusieurs autres FCP dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 – Dissolution – Prorogation

Si les actifs du FCP demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'A.M.F. et procède, sauf opération de fusion avec un autre FCP, à la dissolution du FCP.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le FCP ; elle informe les porteurs de parts de sa décision, et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du FCP en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a pas été désigné, ou à l'expiration de la durée du FCP, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'A.M.F. par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'A.M.F. le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un FCP peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins trois mois avant l'expiration de la durée prévue pour le FCP et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'A.M.F.

Article 12 – Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion, assume les fonctions de liquidateur, à défaut le liquiditateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V : CONTESTATION

Article 13 – Compétence – Élection de domicile

Toutes contestations relatives au FCP qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.